

DANS L'ACTU

Au lieu d'œuvrer pour le développement

Les institutions et banques internationales financent la pauvreté

Par Anderson Diétri

Les fonds des Institutions financières de développement (IFD) qui devaient servir à réduire la pauvreté et les inégalités viennent plutôt les amplifier. Le dernier rapport des ONG GRAIN et RIAO revient largement sur une pratique quasiment insoupçonnée qui favorise l'accaparement des terres et plonge les populations dans la misère.

Source	\$ (million)
Agence française de développement (AFD)/ Proparco (FISEA)	40
Société des investissements privés à l'étranger (OPIC)	100
Agence espagnole pour la coopération internationale au développement (AECID)	40
Banque africaine de développement (AfDB)	40
Commission européenne (CE)	12*
Banque de développement d'Afrique du Sud (DBSA)	N/A
Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC)	N/A
Banque ouest-africaine de développement (BOAD)	N/A

*des fonds de la CE sont dédiés à la Facilité d'assistance technique de l'AAF

Ce tableau montre une partie des financements importants qui profitent à Feronia Inc.

Ce n'est pas de la Côte d'Ivoire qu'il s'agit mais les Ivoiriens devraient d'ores et déjà s'inquiéter tant les acteurs impliqués sont également visibles sur les bords de la lagune Ebrié et le problème soulevé plus que jamais d'actualité dans le pays : la question de l'accaparement des terres. Dans son dernier rapport publié le 2 juin dernier en collaboration avec RIAO et intitulé "Agro-colonialisme au Congo : la finance de développement européenne et américaine alimente une nouvelle phase de colonialisme au RDC", l'ONG internationale GRAIN évoque une problématique inédite. C'est l'histoire de Feronia Inc., une entreprise agroalimentaire canadienne, qui reçoit des fonds des Institutions financières de développement (IFD) mondiales. Mais au lieu de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les pays en développement conformément à leur mission première, ces institutions financent plutôt l'appauvrissement des populations rurales, en l'occurrence en République démocratique du Congo, par l'occupation illégale de leurs terres (accaparements). Les habitants des zones concernées sont également soumis à des conditions de travail terribles dans les plantations et sont volontairement privés de ressources.

Feronia Inc. a en effet acquis en 2009 la filiale de produits de consommation de la société Unilever après que celle-ci l'a cédée d'abord « à une famille pakistanaise » lorsqu'elle a décidé de quitter en 2002 le pays où elle détenait des plantations de palmiers à huile. Feronia Inc. achète également en 2009 pour près de 4 millions de dollars les parts d'Unilever dans Plantations et Huileries du Congo SARL (PHC), une entreprise appartenant pour 24% au gouvernement congolais et introduit la société à la bourse de Toronto (Canada) en 2010. Mais Feronia va accumuler ensuite pendant plusieurs années « des dizaines de millions de dollars de pertes ». C'est ainsi que pour la sauver d'un effondrement inévitable, elle va recevoir les fonds de plusieurs grandes banques et institutions.

Accaparements de terres des populations

L'agence de développement du gouvernement britannique (CDC Group plc) a investi en novembre 2013 la somme de 14,5 millions de dollars pour prendre 27,5% des parts de Feronia et fourni à l'entreprise un prêt convertible de 3,6 millions supplémentaires pour soutenir la mise en place d'un plan d'action environ-

nemental et social. En janvier 2015, le CDC a encore investi 7 millions de dollars pour accroître sa participation dans Feronia à 48%. En décembre 2012, Feronia annonce que le Fonds africain pour l'agriculture (AAF) a accepté d'acheter 20% de ses parts pour 5 millions de dollars. Aujourd'hui, l'AAF et le CDC contrôlent plus de 80% des parts de Feronia. Derrière l'écran de ces deux structures, les acteurs qui financent cette société sont multiples et variés, les pays aussi. On y découvre de manière surprenante des organismes de défense de l'environnement. « L'AAF reçoit des fonds des IFD de France, des Etats-Unis et d'Espagne ainsi que de la Banque de développement africaine (BAD) et plusieurs autres banques multilatérales africaines. L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) fait partir des « promoteurs » du fonds ; la Commission européenne et l'Agence italienne de coopération financent la Facilité d'assistance technique (FAT) de l'AAF. L'AAF a fait d'autres investissements de capitaux dans Feronia en mars et en novembre 2013 pour un total de 14,5 millions de dollars, passant cette fois par sa filiale mauricienne Golden Oil Holdings Limited. A la fin de 2012, les filiales d'AAF contrôlaient 32,5% de Feronia », explique le rapport.

Mais à quoi ont-ils servi ces nombreux fonds octroyés à Feronia Inc. ? Cette société a particulièrement investi dans les accaparements de terres, privant les populations de moyens de subsistance et les plongeant dans la pauvreté et le dénuement. « Selon Feronia, la société avait des « baux de 25 ans renouvelables » couvrant 101 455 ha à Lokutu, Boteka et Yaligimba ; ces baux doivent expirer à des dates différentes entre 2017 et 2030 et le coût de renouvellement du bail est de 1 000 dollars par lot avec des lots variant de quelques hectares à 2 000 ha. Cependant, les chefs de communautés des plantations de Lokutu affirment que le seul document qui leur ait jamais été montré par Feronia ou Unilever pour prouver la légitimité de la concession de 63 000 ha revendiquée par ces entre-

prises est un vieux certificat d'enregistrement bourré d'erreurs qui ne confère aucun titre légal », fait remarquer le document.

Et le 8 mars dernier, les chefs coutumiers de ces localités ont réclamé la rétrocession de leurs propriétés sur ces terres qui leur ont été arrachées de manière « illégale ». Les auteurs du rapport plaident pour que les droits de ces communautés soient respectés : « Les IFD propriétaires de Feronia doivent faire ce qui est juste : rendre aux Congolais leurs terres et leur accorder une compensation pour les années de souffrance endurées et les torts commis par 100 ans d'entreprise coloniale ».

Un système d'esclave dénoncé

Mais ayant perdu leurs forêts et leurs terres, les communautés vivant dans les zones de plantations de Feronia sont obligées de travailler pour celle-ci. Les emplois qui leur sont proposés sont précaires. La plupart sont rémunérés en deçà du salaire minimum journalier du pays. Le témoignage recueilli - par GRAIN et RIAO - d'un pasteur qui a passé un dizaine d'années dans ces zones de plantations de Feronia est très édifiant. « Toutes les terres des communautés ont été prises par la société », explique-t-il. « Ils n'ont donc plus de terres pour faire pousser leur propre nourriture. A un moment, j'ai commencé à les encourager à planter et à faire de l'élevage dans les zones abandonnées de la plantation. Mais quand est arrivée

l'heure de récolter, la société a détruit toutes les récoltes et chassé les gens par la force. C'est comme si la société voulait s'assurer que les gens restent dépendant d'elle pour leur survie. C'est un système d'esclave ».

Au lieu donc de réduire la pauvreté, l'argent des Institutions financières de développement (IFD) sert à financer la violation des principes environnementaux, à occuper illégalement les terres des populations et à les clochardiser en les privant de surcroît de travail décent. Les financements « responsables » des IFD sur le papier ne sont en réalité que de la poudre aux yeux. D'ailleurs, les IFD sont désormais blâmées. Et le 2 juin dernier, trois ONG (Action contre la faim, Oxfam France et CCFD-terre solidaire) ont demandé à la France de se retirer par exemple de l'initiative de la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire (NASAN) lancée en 2012 par le G8 (les huit pays les plus industrialisés) pour une période de 10 ans dans 10 pays africains dont la Côte d'Ivoire. Leur argument : les réformes consenties par les Etats africains en contrepartie de leur adhésion à l'initiative mettent en péril des droits fonciers des paysans ainsi que leur accès aux semences et aux ressources naturelles. Comme on le voit, la terre constitue aujourd'hui un enjeu déterminant et les pays qui financent le développement et leurs entreprises sont prêts à tout pour la contrôler durablement.



Des enfants sur le quai de Lokutu sur le fleuve Congo (Photo : GRAIN).